

LES PRESCRIPTIONS DE LA LOI DE LA VALEUR

Depuis la période de sa naissance, en 1917, l'U.R.S.S. a existé selon les prescriptions de la loi de la valeur. Du temps de Lénine, après la fin du régime extraordinaire du communisme de guerre, le contrôle sur le mode de répartition bourgeois était exercé par les comités ouvriers et le gouvernement soviétique.

Dans la période menant vers la consolidation de la réaction stalinienne, les leviers de commande changèrent. Le contrôle glissait des mains des masses fatiguées et désorientées. Engagée à fond dans une offensive contre l'opposition de gauche, préliminaire à une épreuve de force avec les droitiers qui reflétaient la pression capitaliste des koulaks, la bureaucratie était encore obligée de favoriser au moins le fonctionnement formel du contrôle ouvrier sur la production et la répartition. Jusqu'à ce moment, la bureaucratie manquait d'un point d'appui indépendant. C'était l'étape durant laquelle Trotsky croyait encore possible la réforme du parti et de l'appareil d'Etat. C'était l'étape — étape de l'Etat ouvrier dégénéré — qui correspondait le mieux à l'analogie avec l'appareil dégénéré des Trade Unions : l'étape durant laquelle, en nature et en ampleur, les crimes de Staline correspondaient aux crimes du régime Noske-Ebert.

Il était nécessaire de passer à la collectivisation forcée pour justifier aux yeux des masses prolétariennes la construction d'une force civile armée d'une ampleur et d'une force suffisante pour fournir une base indépendante à la bureaucratie. Cela nécessitait un fort développement industriel et l'installation du système des kolkhoses et des sovkhoses pour donner à la bureaucratie l'extension, la cohésion et la puissance économique nécessaires pour écraser définitivement les survivances du contrôle ouvrier.

L'expropriation politique accomplie durant le plan de cinq ans signifia en même temps la fin de tout contrôle ouvrier sur les conditions de travail, le plan de production, et le mode de répartition. Les procès de Moscou furent le dernier acte de ce drame de l'expropriation ; et, en même temps, les mesures policières prises dans le but d'étouffer la naissance d'une nouvelle couche de bolchevicks révolutionnaires. A partir de ce moment, les directeurs rouges et les fonctionnaires du parti stalinien avaient totalement les commandes de l'économie et de l'Etat en général ; constituant ainsi une nouvelle classe. A partir de ce moment les efforts des dirigeants staliniens pour augmenter leur pouvoir, leur prestige et leurs revenus étaient le seul facteur humain déterminant dans l'investissement des plans et la répartition des produits de consommation.

Cependant, pendant que les staliniens totalitaires établissaient leur domination sur les os de la dictature du prolétariat, il y avait une dictature de laquelle ils ne purent triompher : la dictature de la loi de la valeur, à la fois législatrice et briseuse de loi suprême dans toute société exploiteuse.

L'école des théories de « l'économie dirigée stable » repose sur l'incompréhension de la loi de la valeur. Le socialisme permet une expansion harmonieuse des forces productives, et un ac-

croissement constant du bien-être matériel, précisément parce que la direction de la société dans son ensemble sur l'économie annule la loi du salaire minimum — pierre de touche du capitalisme et du collectivisme bureaucratique. Une économie planifiée et nationalisée est l'un des attributs essentiels du socialisme, mais en aucun cas son essence. C'est lorsque l'exploitation de l'homme par l'homme finit que le socialisme commence, et que les crises inhérentes à l'ancienne concurrence pour l'accumulation disparaissent. Dans l'Etat ouvrier, transitoire vers le socialisme, le salaire travail existe encore, mais la dictature du prolétariat dépérit justement au fur et à mesure que le salaire travail dépérit. L'économie nationalisée est une économie de marchandises agonisante.

La planification et la nationalisation ne peuvent donc pas éviter au collectivisme bureaucratique les crises et la révolution sociale. Ainsi la distinction entre l'Etat stalinien et un régime capitaliste d'Etat hypothétique ne porte pas sur l'essence du système mais sur la superstructure. Dans une société capitaliste d'Etat, les rentiers posséderaient le droit d'acheter et de vendre des actions et obligations dans le cadre des limitations imposées par les commissions du plan. Le fait de ne pas avoir affaire aux conflits des investissements privés donne sans aucun doute de plus grandes possibilités à l'administration collectiviste bureaucratique qu'au système capitaliste, quelle que soit sa forme ; mais elle ne lui donne ni la garantie, ni même la possibilité d'échapper aux crises et à la désintégration.

Le développement de l'industrie russe s'est fait dans les cadres d'un marché potentiellement très large et politiquement homogène. L'économie planifiée et nationalisée a sans aucun doute évité à l'Etat russe les crises cycliques de surproduction relative qui étaient une spécificité du capitalisme ascendant et qui continuèrent à ébranler le système capitaliste dans sa période de pourrissement. Jusqu'ici l'économie russe a éprouvé son propre type de crises, résultat du manque chronique de moyens de production. C'est cette différence entre les niveaux de production en fonction de leurs marchés respectifs, qui est à la racine des différences de formes de pillage impérialiste utilisées par l'impérialisme stalinien et l'impérialisme du capital financier. Ceux qui considèrent que la distinction principale réside dans des formes de propriété opposées ne voient pas, ou ne comprennent pas, qu'une crise chronique de surproduction relative est une fatalité pour tout ordre social reposant sur la loi capitaliste de la valeur. Supposons, hypothétiquement, que l'histoire accorde suffisamment de temps au système stalinien pour qu'il développe la production de moyens de production jusqu'aux limites imposées au marché par la loi du salaire minimum. Qu'arriverait-il alors ? Un flot invendable de biens de consommation et un surplus inutilisable de moyens de production auraient lieu, obligeant l'Etat collectiviste bureaucratique à prendre les formes d'expansion typiques des Etats capitalistes-financiers d'aujourd'hui. Ceux qui, oubliant les implications de la loi de la valeur, imaginent que la forme nationa-

lisée et dirigée d'une économie est une garantie contre ces faits sont des burnhamistes ou des staliniens, mais non des marxistes.

Ceux qui ont étudié Trotsky sont familiarisés avec les contradictions sociales qui empêchèrent que la vieille bourgeoisie russe soit l'héritière historique du tsarisme. Une prise du pouvoir d'Etat par les koulaks à la fin de 1920 aurait sans aucun doute trouvé la nouvelle bourgeoisie dans une situation plus favorable du point de vue de la production capitaliste élargie, en premier lieu parce que, grâce à la révolution, la classe des propriétaires fonciers féodaux avait disparu définitivement. Cependant le monopole du commerce extérieur aurait été brisé, la collectivisation n'aurait jamais été entreprise, et le niveau de la production serait resté extrêmement bas. Sans l'économie planifiée et nationalisée, un développement comparable de l'industrie ne se serait pas produit. C'est là la preuve principale avancée par les camarades pour lesquels la Russie est un « Etat ouvrier dégénéré » reposant sur une forme économique régressive. Cependant, si aujourd'hui les directeurs rouges staliniens pouvaient s'assurer des stocks et des actions, c'est un régime capitaliste d'Etat qui prévaudrait. La forme planifiée et homogène de l'économie resterait, et il n'y a pas de base économique valable qui permette d'affirmer que l'efficacité du système de production en serait beaucoup diminuée.

VERS LE CAPITALISME !

Trotsky disait que la bureaucratie était plus qu'un simple domestique malhonnête et pillard. Il la tenait pour le maître indiscuté de la société russe. Il considérait qu'il aurait été monstrueux pour des camarades de rompre les uns avec les autres sur la question de savoir si c'était une classe ou une caste. Il rejetait le concept de classe, principalement sous prétexte qu'il ne correspondait pas au caractère « arbitraire, fermé » de la bureaucratie. C'est contre les défaitistes qui soutenaient que la bureaucratie pouvait maintenir sa domination pendant toute une période historique que Trotsky polémiquait si algrement.

Dans son article « L'U.R.S.S. et la guerre », Trotsky traita en passant de la possibilité théorique d'un système mondial collectiviste bureaucratique, surgissant d'une série d'échecs prolongés de la classe ouvrière mondiale. Trotsky polémiquait avec un ancien camarade, Bruno R., qui était devenu convaincu du triomphe à venir du système collectiviste bureaucratique à l'échelle mondiale, étant donnée l'incapacité intrinsèque du prolétariat à déterminer son propre sort. De plus, Bruno R. semblait considérer la bureaucratie comme un instrument viable de l'Histoire répondant aux nécessités inhérentes aux forces productives. Un tel point de vue comporte une double erreur : 1° Une théorie complètement fautive en ce qui concerne les faiblesses du prolétariat et de son avant-garde ; 2° La théorie insoutenable selon laquelle le collectivisme bureaucratique peut fonctionner durant toute une période historique comme une troisième possibilité réalisable en dehors de l'alternative capitalisme ou socialisme.